

Les ouvriers en Valais, entre «révolution industrielle» et «révolution conservatrice»

par
Sophie
Pavillon

À Sophie Mégevand

Le moment où se structure la classe ouvrière est aussi celui où s'affirme la conscience de classe: entre «eux» et «nous», tout n'est pas définitivement joué¹.

Le concept de «révolution industrielle» date de la première moitié du XIX^e siècle et nul n'ignore à quel point les transformations de

l'économie et de la société impliquées dans le phénomène qu'il évoque ont affecté la Suisse. Autour de 1900, le pays vivait sa «deuxième révolution industrielle». Le travail à domicile s'effaçait au profit du travail en fabriques, le secteur du textile, qui avait été un important berceau de l'industrie helvétique, perdait de l'importance, tandis que d'autres branches telles que l'industrie des machines, l'industrie horlogère ou celle de l'alimentation prenaient un

■
¹ CASTEL 1995, p. 324.

essor certain. A cette époque, le Valais recensait moins de 1000 ouvriers en fabriques pour une population résidente d'environ 114 500 personnes. Au seuil de la grande crise économique des années 1930, on pouvait y compter 5700 ouvriers en fabriques, tandis que sa population résidente s'élevait à environ 136 300 personnes. En Valais, le secteur secondaire (industrie et métiers) dépassera le secteur primaire (agriculture) dans la seconde moitié du XX^e siècle seulement².

Si l'étude du développement industriel en Valais implique que l'on se penche sur la situation d'un canton à l'écart de l'évolution économique moyenne du pays et sur la vie d'un groupe social longtemps peu nombreux au sein de la population valaisanne, elle permet aussi de remarquer que l'implantation du secteur secondaire qui s'y est effectuée ne s'est pas déroulée en simple décalage par rapport aux autres régions suisses. Les principales industries qui se sont installées dans le canton figurent, en effet, souvent au tableau des branches les plus modernes du secondaire, tel qu'il se profilait à l'aube du XX^e siècle, en Suisse et au-delà. Les usines métallurgiques et chimiques, les industries du bois et du bâtiment actives sur les chantiers de construction des tunnels alpins et des lignes ferroviaires, ainsi que les centrales électriques, inscrivent d'emblée le Valais dans le cadre de la «deuxième révolution industrielle». De plus, la structure productive de ces industries ne ressemble guère à celle d'autres branches, comme le textile ou l'horlogerie, qui ont largement pu fonctionner grâce au travail à domicile ou à de petites unités de fabrication. Les ouvriers du Valais étaient souvent regroupés sur des sites industriels ou de grands chantiers³.

Dans une certaine mesure, le paysage économique du canton commençait à se contraster au tournant du siècle. Sans que l'on puisse voir, dans ces transformations, une véritable «révolution industrielle» qui aurait modifié de fond en comble la région valaisanne, il faut bien considérer que l'apparition de ces activi-

tés économiques autres qu'agricoles a brouillé certains repères. Ainsi, les propriétaires fonciers – pour la plupart issus de l'aristocratie haut-valaisanne – qui avaient régné pour ainsi dire sans partage sur l'économie cantonale et sur les institutions politiques, qu'ils dominaient sous la bannière du parti conservateur, ont-ils vu surgir sur leurs terres des éléments moins familiers, sous forme de capital industriel par exemple, ainsi qu'une population d'ouvriers d'industrie qui, notamment en raison de ses conditions de travail et parfois de ses origines étrangères au canton, ne ressemblait pas exactement à la main-d'œuvre agricole qu'ils avaient connue jusqu'alors. Les autorités du Valais devront désormais quadriller le monde des ouvriers d'industrie en plus de celui des petits paysans et ouvriers agricoles, pour éviter que leur pouvoir ne soit remis en question. Pour ce faire, le conseiller d'Etat conservateur Maurice Troillet envisageait des mesures empêchant les Valaisans de devenir des prolétaires sans feu ni lieu:

Nous voulons, chez nous, maintenir l'équilibre, nous voulons en même temps que l'industrie se développe, développer parallèlement l'agriculture. Nous voulons que l'ouvrier de l'usine ne perde pas tout contact avec la terre, car il perdrait aussi le meilleur de ses forces physiques et morales. C'est pourquoi nous sommes d'accord de diminuer le nombre d'heures de travail à l'usine pour qu'il lui reste du temps pour travailler la terre. Ce sera tout à l'avantage et du patron et de l'ouvrier⁴.

Bien qu'à l'écart par rapport aux élites de la majorité des cantons suisses, dominés par les radicaux et plus ouverts aux secteurs secondaire et tertiaire (commerce, banques, assurances), les élites valaisannes partageaient en réalité assez largement les préoccupations de la bourgeoisie helvétique qui dirigeait la Suisse vers 1900. Dans l'esprit des gouvernants, il fallait garder un œil sur les relations entre les paysans et les autres composantes économiques du pays – en particulier les ouvriers et les salariés du tertiaire – dans le cadre d'une Suisse qui

2 ANDREY 1986, pp. 510-516 et RUFFIEUX 1986, pp. 641-643; *Annuaire statistique de la Suisse*, 1940, pp. 10 et 151.

3 Cette étude reprend en partie le matériel rassemblé lors des recherches que j'ai effectuées en 1994, lorsque j'ai été chargée, par l'Union syndicale valaisanne, de préparer une petite histoire relatant 75 ans de syndicalisme en Valais, cf. PAVILLON 1994. La lectrice ou le lecteur souhaitant plus de références que celles données ici voudra bien la consulter.

4 Maurice Troillet, mai 1919. Cité in SALAMIN 1978, p. 271.

se modernisait en développant les secteurs industriel et bancaire, en soutenant aussi l'exportation de marchandises et de capital (cela avait des répercussions sur le marché intérieur, par exemple sur les coûts des produits agricoles ou sur ceux de consommation courante, selon la politique douanière appliquée ou les prix fixés par l'Etat)⁵. Il fallait de même veiller à combattre le mouvement ouvrier qui cherchait à se développer, porteur d'idées socialistes, organisateur de manifestations et de grèves pour défendre les intérêts d'une classe ouvrière s'affirmant avec les contours de la Suisse moderne⁶. L'élection au Conseil fédéral des catholiques-conservateurs, issus de cantons à forte composante agricole, sera l'une des réponses que les autorités helvétiques apporteront à ces deux importants problèmes. Le lucernois Joseph Zemp est élu en 1891. En 1908, Josef Anton Schobinger, également originaire de Lucerne, lui succède. Le Tessinois Giuseppe Motta le remplacera trois ans plus tard. Offrant à son parti un second siège au gouvernement, le fribourgeois Jean-Marie Musy entre au Conseil fédéral en 1919.

[Zemp], *l'homme vigoureux de l'Entlebuch*, [...] a marqué notre histoire comme étant celui qui a brisé le charme de la mésentente du Sonderbund et qui a montré aux membres de son parti la voie qui mène à la paix et à la collaboration fructueuse au sein de la nouvelle union des Confédérés⁷.

Maintes fois vilipendé par les membres de son propre parti depuis son élection au Conseil fédéral, le Lucernois œuvrera au rachat des chemins de fer par la Confédération, s'inscrivant de ce fait dans un débat dont les enjeux intéressaient au premier chef les milieux industriels et financiers.

Quant à Jean-Marie Musy, s'il avait été élu au Conseil fédéral, ce n'était pas sans lien avec le discours antisocialiste virulent et musclé qu'il avait tenu au Parlement, quelques semaines après la Grève générale de 1918, soit après la plus grave crise sociale et politique qu'ait connue la Suisse moderne. Musy sera un émi-

nant militant de la «révolution conservatrice» en Suisse, un courant qui prendra beaucoup d'importance durant l'entre-deux-guerres, notamment avec l'essor des mouvements corporatistes et frontistes, proches des nazis et des fascistes⁸. Musy lui-même, après son passage au Conseil fédéral, continuera à se faire remarquer par ses activités anticomunistes et par ses bonnes relations avec les nazis durant la Seconde guerre mondiale⁹.

La «Suisse des radicaux» de 1848 s'effaçait donc, en partie recomposée par l'intégration au pouvoir fédéral des catholiques-conservateurs et le développement d'une politique étatique de soutien à la paysannerie. Cette politique semble à contre-courant, si l'on considère que la Confédération était attachée au libéralisme et que l'évolution économique du pays s'appuyait clairement sur les secteurs secondaire et tertiaire. Sa cohérence par rapport au projet de l'Etat fédéral d'alors se situe plutôt sur les plans politique et idéologique. Les milieux paysans devaient en effet servir de soutien à une bourgeoisie industrielle et financière suisse qui avait désigné son ennemi:

*au tournant du siècle, les anciens adversaires, pressés par l'arrivée du socialisme, se rassemblèrent en un mouvement bourgeois-conservateur*¹⁰.

L'industrialisation progressive du Valais vers 1900 amènera sans doute des perturbations dans la région. Cependant, si l'on relie cette situation mouvante à ce qui se passait en Suisse dans le même temps, force est de constater que ces changements créaient une synergie entre le canton et certaines des tendances les plus dynamiques du pays. Le Valais voyait se développer le secteur secondaire, ce qui le rattachait à un important *trend* de l'économie helvétique. La classe politique valaisanne, à une écrasante majorité d'obédience conservatrice, se trouvait moins isolée, car elle disposait désormais d'un possible relais au gouvernement fédéral grâce à la représentation catholique-conservatrice nouvellement intégrée. Enfin, si quelques milliers d'ouvriers et

5 BAUMANN 1993, dont GUEX S. 1995, pp. 35-43, a fait le résumé; HUMAIR 1998, pp. 9-43.

6 GRUNER 1988 et GRUNER et WIEDMER 1987-1988; GTHMO 1975; JOST 1983, pp. 43-63; COLLECTIF 1995.

7 *Der Bund*, 8/9 décembre 1908, cité par ALTERMATT 1993, p. 259.

8 Sur la «révolution conservatrice», en Allemagne, cf. BOURDIEU 1988; en France, cf. BIHR 1998; en Suisse, cf. JOST 1992, MATTIOLI 1995 et 1997.

9 PYTHON 1993, pp. 355-360; BOURGEOIS 1971, pp. 296-307 et BOURGEOIS 1998, notamment pp. 115 et 210; JOST 1992, notamment pp. 34-40; SEBASTIANI 1998, pp. 231-264.

10 ALTERMATT 1993, p. 48.

certaines idées socialistes hantaient désormais les contrées valaisannes, c'était à un moment où la lutte contre le mouvement ouvrier était devenue une grande priorité de la politique fédérale. Pour les uns et les autres, en Valais comme ailleurs, les « règles du jeu » étaient claires, la partie pouvait être acharnée, mais certains avaient des atouts en mains.

QUELQUES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN VALAIS

L'Industrie, cette source de richesses, n'a aujourd'hui ni règle, ni organisation, ni but. C'est une machine qui fonctionne sans régulateur; peu lui importe la force motrice qui l'emploie. Broyant également dans ses rouages les hommes comme la matière, elle dépeuple les campagnes, agglomère la population dans des espaces sans air, affai-

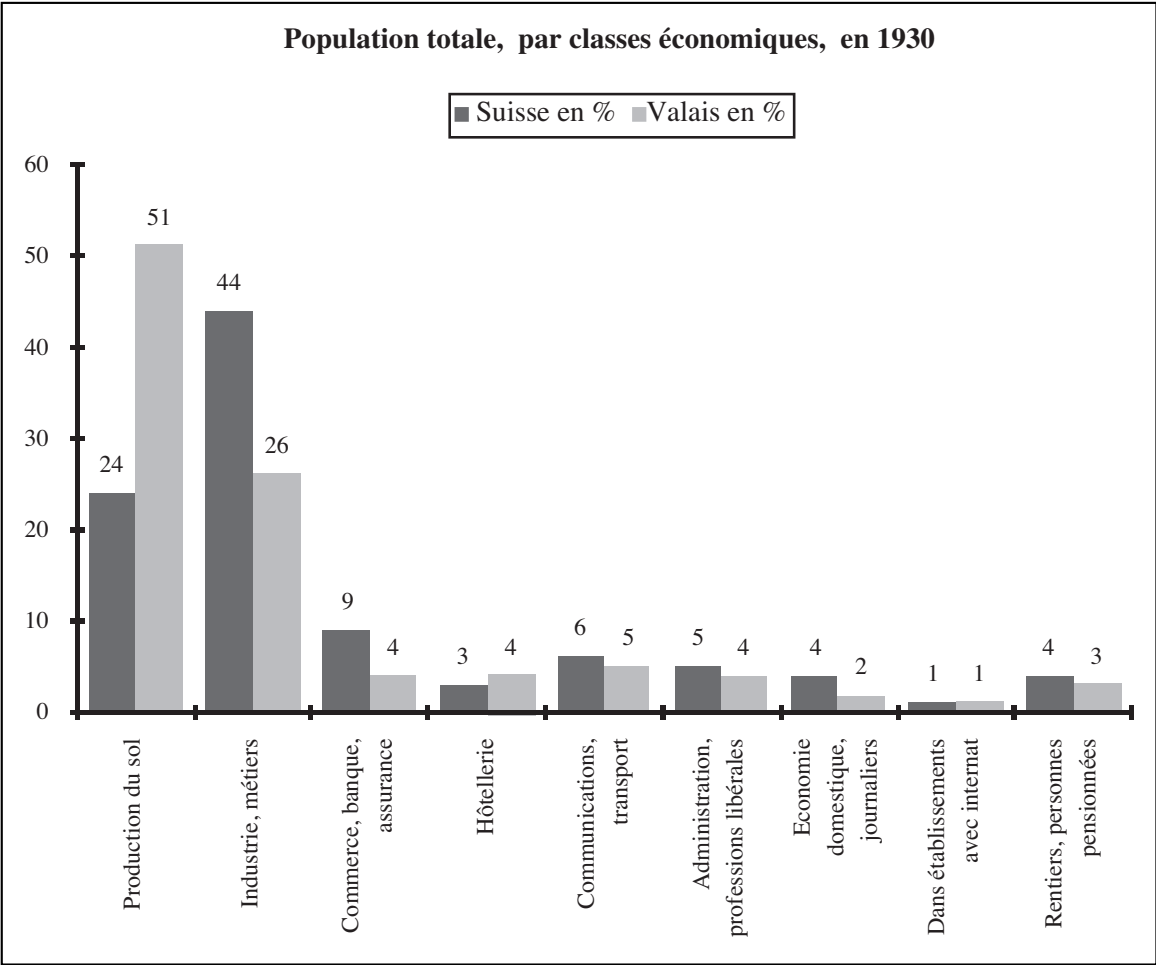


Tableau 1 (Population totale, par classes économiques, en 1930)
(Annuaire statistique de la Suisse, 1940, pp. 40-41)

*blit l'esprit comme le corps, et jette ensuite sur le pavé, quand elle ne sait plus qu'en faire, les hommes qui ont sacrifié pour l'enrichir leur force, leur jeunesse, leur existence. Véritable Saturne du travail, l'industrie dévore ses enfants et ne vit que de leur mort*¹¹.

En 1930, le Valais était le canton suisse qui occupait le plus de personnes dans le secteur de la production du sol. En comparaison nationale, il était celui où l'industrie et les métiers employaient le moins de monde. Avec Obwald, le Valais était également le canton suisse où le moins grand nombre de personnes actives travaillaient dans le commerce, la banque et les assurances¹². Ces quelques informations laissent penser, au premier abord, qu'une étude consacrée aux ouvriers d'industrie dans le Valais

de la première moitié du XX^e siècle nous conduira sur un terrain contrasté mais écarté des préoccupations cantonales aussi bien que du centre de gravité autour duquel s'organisait l'économie helvétique d'alors.

Toutefois, à y regarder de plus près, il apparaît comme un espace où s'investissaient d'importantes quantités de capitaux suisses et étrangers. Ces placements serviront en particulier au financement de lignes et tunnels ferroviaires, de même qu'à l'installation d'usines productrices d'aluminium ou de certains produits chimiques. Dans le contexte des deux guerres mondiales, qui marqueront tragiquement cette période, les produits, nouveaux, spécialisés et rares, sortis de quelques usines installées depuis peu dans la région, acquerront une immense valeur. Vu sous cet

■
11 CASTEL 1995, p. 220, citation de L.-N. BONAPARTE, « L'extinction du paupérisme », in *Œuvres*, Paris, 1848, tome 2, p. 256.

12 *Annuaire statistique de la Suisse*, « Répartition par classes économiques de 1000 personnes exerçant une profession, par cantons, en 1930 », 1940, p. 44.



Simplon, transport à l'intérieur de la galerie
(Centre valaisan de l'image et du son)



angle, le Valais était traversé par certains intérêts qui faisaient de lui une région assez stratégique¹³.

Les tunnels du Lötschberg et du Simplon seront percés entre 1898 et 1921, alors que certaines compagnies financières de Suisse, de France, d'Italie et d'Allemagne achevaient l'intense « bataille du rail » à laquelle elles se livraient depuis des décennies. Les chemins de fer que l'on développait sur le territoire helvétique suscitaient en effet de nombreuses convoitises: le pays se situait au cœur de l'Europe et ses lignes ferroviaires seront nationalisées tardivement, cinquante ans après la création de l'Etat fédéral et encore de manière plutôt progressive. Les enjeux régionaux et internationaux ne manquaient pas, notamment dans la mesure où la rivalité entre le Gothard et le Simplon pour la maîtrise du trafic transalpin se doublait

d'une lutte plus générale pour le contrôle des échanges de la Suisse avec l'étranger¹⁴.

A côté de ces lignes et tunnels ferroviaires, en grande partie voués au trafic commercial européen, le Valais voyait aussi se développer un réseau beaucoup plus orienté vers un autre secteur important de l'économie cantonale: le tourisme – un domaine qui entrera en crise, sur le plan suisse, dès 1914 et le restera jusque dans les années 1950¹⁵. Des liaisons comme Viège-Zermatt-Gornergrat, Martigny-Châtelard, Aigle-Ollon-Monthey-Champéry, Martigny-Orsières, Sierre-Montana-Crans ou encore Furka-Oberalp furent réalisées dans la période qui nous intéresse ici.

Depuis l'entre-deux-guerres, l'économie cantonale sera marquée par l'édification de nombreux barrages hydroélectriques (Saint-Barthélémy-Cleuson, Salanfe, Grande Dixence, Mauvoisin, Zeuzier, Gougna, Pallazuit,

13 La référence incontournable sur l'histoire économique du Valais entre 1850 et 1950 demeure KAUFMANN 1965.

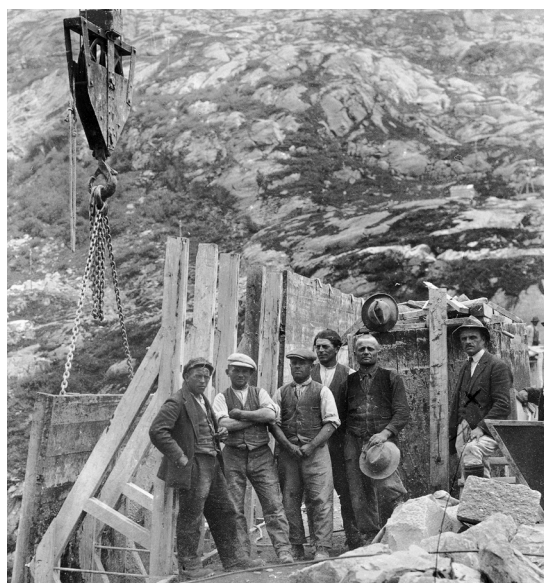
14 RUFFIEUX 1986, pp. 618-620; 650-653; 657; 661-663 (citation, p. 652); LACHER 1967, en particulier pp. 311-417.

15 Une étude récente sur la question: SCHUMACHER 1997, pp. 81-96.



Ouvriers de la Dixence avec l'ingénieur Solioz
(Raymond Schmid/Cevis)

Barberine et Mattmark). La production d'énergie électrique s'accroîtra beaucoup, passant de 1,5 milliard de kilowattheures en 1940, à 9,5 milliards de kilowattheures en 1970. En réalité, dès le début du siècle, les possibilités offertes par l'énergie hydraulique avaient contribué à attirer les industries – surtout celles qui consommaient énormément, par exemple pour fabriquer de l'aluminium¹⁶. Le canton offrait d'avantageuses conditions d'exploitation aux entreprises, les communes prenaient en charge la majeure partie des frais d'infrastructure liés au déve-



Barberine, équipe de boiseurs
(Cevis)

loppement des fabriques – par exemple pour l'approvisionnement de la population en eau potable – et les impôts prélevés sur l'utilisation des forces hydrauliques étaient faibles¹⁷. A cela s'ajoute que les salaires régionaux étaient bas. En 1938, alors que le salaire moyen de la métallurgie s'élevait à 1 fr. 33/ heure en Suisse, il était de 1 fr. 03/heure, puis de 1 fr. 08/heure à Chippis¹⁸.

Dès 1897, la société Lonza s'est installée à Gampel, puis à Viège. En 1904, la Ciba s'est établie à Monthey. Dès 1905, la Société anonyme pour l'industrie de l'aluminium de Neuhausen (AIAG, aujourd'hui Alusuisse) utilisera les eaux de la Navizence sur la commune de Chippis – durant la Première guerre mondiale, elle sera la plus importante fabrique d'aluminium en Europe. A côté de ces grandes firmes, d'autres fabriques se créeront. Si la région comptait 9 fabriques en 1882, elles y seront 92 en 1944.

Les grands chantiers des lignes et tunnels ferroviaires aussi bien que la métallurgie et la chimie nécessitaient une main-d'œuvre nombreuse. Les travaux d'infrastructure et de construction seront réalisés pour l'essentiel grâce à des ouvriers étrangers au canton : des Suisses alémaniques, des Italiens, ainsi que des internés de différentes nationalités, lors des deux guerres mondiales. Dans les années 1940, beaucoup d'internés polonais contribueront à l'assèchement de la vallée du Rhône,

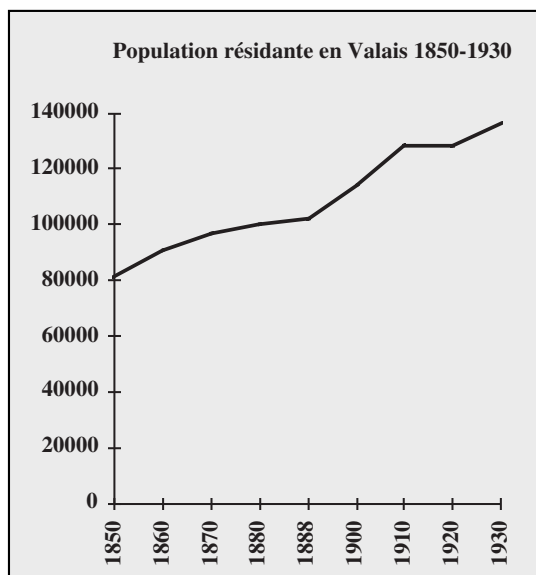


Tableau 2 (Population résidante en Valais
1850-1930)

(Annuaire statistique de la Suisse, 1940, p. 10)

¹⁶ AYMON 1979, pp. 37-38.

¹⁷ Archives de l'Union syndicale valaisanne (Sion), le Cartel syndical valaisan au Conseil d'Etat valaisan, 8 novembre 1953, cité in PAVILLON 1994, p. 45; GARBELY 1989, pp. 181-251, p. 188.

¹⁸ AYMON 1979, p. 46.

dans le cadre du programme de valorisation de l'agriculture valaisanne défendu par le chef du Département de l'intérieur, le conservateur Maurice Troillet¹⁹. Au cours des quatre premières décennies du siècle, la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie en Valais tendra toutefois à diminuer, pour des raisons que l'on peut attribuer à la raréfaction des grands chantiers, aux crises économiques, aux guerres mondiales, ainsi qu'à une adaptation de la population active indigène, qui s'est progressivement tournée vers l'industrie pour vivre, renonçant en partie ou complètement aux revenus agricoles. Si, en 1910, le secteur de la construction était à 66,4 % composé d'ouvriers étrangers (4904 personnes), il n'en comptera plus que 24,2 % en 1930 (1267 personnes) et 7,5 % (450 personnes) en 1941. Pour la métallurgie et les machines, la chimie, l'habillement ainsi que l'alimentation, les boissons et le tabac, les pourcentages d'ouvriers étrangers sont plus faibles que dans la construction, mais la tendance à la baisse se remarque aussi; les statistiques cantonales recensent au total 6374 ouvriers étrangers dans l'industrie en 1910, puis 1918 pour l'année 1920, 2101 en 1930 et 950 personnes en 1941²⁰.

AIAG, Lonza ou Ciba, importants employeurs du canton, se sont créées grâce aux placements de certains des investisseurs les plus en vue dans le monde des affaires suisse allemande. Des familles ou groupes comme Abegg, Staehelin, Huber, Haefner, von Planta-Ehinger, Iselin, Vischer, Geigy ou encore Kœchlin, parmi les actionnaires majoritaires de ces sociétés, détenaient aussi de substantielles participations dans d'autres piliers de l'économie helvétique du XX^e siècle, comme l'Union de Banques Suisse, la Société de Banque Suisse, le Crédit Suisse, l'assurance La Bâloise ou la Compagnie Suisse de Réassurance²¹. Le Valais était devenu un lieu d'investissements assez coté sur une place financière helvétique en pleine expansion:

*Entre l'exportation de marchandises et celle de capital, l'émigration industrielle va croissant – il s'agit en quelque sorte d'une forme comprimée et à long terme d'exportation de capital, qu'appellent, dans le cas de la Suisse, la politique commerciale protectionniste des pays qui sont ses gros clients ainsi que le degré élevé d'accumulation du capital, qui se heurte, au sein des frontières nationales, aux étroites limites offertes par les autres facteurs de production, en particulier par le travail*²².

Dans ce sens, à cette époque, le Valais et ses ressources constituaient l'une des dernières niches du territoire national où le grand capital helvétique pouvait encore investir.

Sur un autre plan, les usines valaisannes étaient devenues des maillons de la grande chaîne du capital financier helvétique qui s'activait dans le monde. La société AIAG, par exemple, avait investi à l'étranger – en France, en Italie, en Autriche et, fortement, en Allemagne. Dès 1914, le groupe s'était organisé verticalement, disposant aussi bien de mines que de centrales électriques, de fonderies et d'usines de traitement de l'aluminium²³. Lors de la Première Guerre mondiale, les usines de Chippis substituèrent aux matières premières de France celles de Hongrie, pour poursuivre leurs livraisons à l'Allemagne, belligérant dont elles étaient un important fournisseur²⁴. Lors de la Seconde Guerre mondiale, la production du groupe s'organisa selon un axe Italie ou France-Suisse-Allemagne. Les matières premières produites au sud de l'Europe étaient en partie traitées dans les usines AIAG en Suisse, puis exportées en Allemagne. Pour le reste, elles transitaient par la Suisse et étaient directement livrées aux filiales allemandes d'Alusuisse, qui jouaient un rôle considérable dans la machine de guerre nazie. A la faveur de la Seconde Guerre mondiale, Aluminium Industrie AG enregistra de gigantesques bénéfices: 74 millions de francs suisses net entre 1939 et 1945, dont 22 millions pour la seule année 1942²⁵.

19 GUEX A. 1971; ARLETTAZ G. 1976, pp. 9-62; ARLETTAZ G. et S. 1992, pp. 63-121.

20 ARLETTAZ G. et S. 1992, p. 73.

21 HÖPLINGER 1978, pp. 59-66; 85-93; 193-201; BILLETTER 1985, pp. 183-202 (Les patrons des exploitations métallurgiques et mécaniques les plus grandes de Suisse); LUCIRI 1976.

22 BEHRENDT 1932, p. 56. Sur l'émigration industrielle et l'exportation de capital, voir pp. 56-87.

23 HÖPLINGER 1978, p. 195.

24 GARBELY 1989, p. 185.

25 PAVILLON 1996, pp. 55-58.

Conformément à sa vocation capitaliste, le groupe AIAG cherchait à faire fructifier ses investissements, notamment en réduisant le plus possible les salaires de sa main-d'œuvre. Alusuisse appréciait peu la situation régnant dans la France de l'entre-deux-guerres et s'en expliquait clairement :

*L'agitation ouvrière, la réduction des horaires de travail, les revendications salariales et les congés payés, retombées du Front populaire, faisaient baisser le rendement et augmenter le prix de revient*²⁶.

En Allemagne, les filiales du groupe travaillaient sous de tout autres conditions. Les dirigeants du Troisième Reich réprimaient brutalement les syndicats qui n'étaient pas liés aux organisations nazies chargées de discipliner la main-d'œuvre, afin d'assurer la bonne marche des

fabriques. En outre, lors de leur attaque contre l'Union soviétique, les armées hitlériennes raflèrent des jeunes gens et des jeunes filles (des civils), qu'ils déportèrent en Allemagne pour les soumettre au travail forcé dans des usines indispensables à leur appareil de guerre. La filiale Alusuisse de Rheinfelden profita de cette main-d'œuvre et l'exploita sans limites²⁷.

Par le truchement du secteur secondaire, la région valaisanne s'insérait donc plus profondément dans l'économie helvétique. En même temps, sous différents aspects, elle s'en distinguait nettement. Les grands chantiers et établissements industriels mis sur pied en Valais, qui, en fonction de la conjoncture, employaient, sur un même site, des milliers d'ouvriers, apparaissent assez exceptionnels par rapport au tissu économique de la Suisse.

■
26 *Histoire de l'AIAG Neuhausen 1888-1938*, Chippis, 1942, cité par Indermaur 1989, p. 38.

27 Pavillon 1997, pp. 209-251; Bocks 1992, pp. 22-37.



Usine de Chippis, changement d'équipe, 1931
(Charles Kребser / Cevis)

Toutes proportions gardées, certains problèmes d'urbanisation connus alors en Valais rappellent plus ceux rencontrés par les familles ouvrières des grandes villes industrielles anglaises ou dans le bassin de la Ruhr en Allemagne que les problèmes liés au développement de l'industrie à Saint-Gall ou dans les Montagnes neuchâteloises²⁸. A Goppenstein, lors du percement du Lötschberg,

*l'agglomération s'accroît au rythme effréné d'implantations sauvages: baraques, cantines, estaminets etc. Provisoires et spéculatives, les conditions d'habitat y deviennent encore pires qu'à Brigue. Une chambre abrite parfois douze personnes. De même, les travaux de la rampe d'accès vont réunir jusqu'à 3000 ouvriers, dont 15 % avec leurs familles, soit quelque 4300 personnes*²⁹.

A ce phénomène s'en ajoute un autre, qui ressort assez bien du texte écrit par un ouvrier de Chippis, lors des luttes de 1941, expliquant les conditions auxquelles son auteur et ses collègues étaient soumis:

*Ce ne sont pas des cadeaux, des dons [que les ouvriers] veulent, c'est le salaire qu'ils méritent pour vivre honnêtement chez eux. Ils ne demandent pas l'impossible. On exige d'eux un travail surhumain, tel que celui des fours, pénible et malsain, celui des laminoirs avec ce bruit qui assomme, déchire les tympans; celui de la Place où ces pauvres hommes doivent porter pendant sept heures et demie des sacs de 80 à 100 kilos. Et alors, quand ces pauvres hères, les jeunes surtout, osent murmurer, on les traite d'illuminés, de socialistes, de révolutionnaires. [...] Qu'attendent les autorités compétentes pour frayer un chemin d'entente et faire respecter le droit de l'ouvrier? Agira-t-on peut-être quand il sera trop tard? Et que le fossé s'élargisse encore plus, pour anéantir tout sur son passage?*³⁰

Regroupée sur des sites bien délimités, la main-d'œuvre ouvrière en Valais travaillait dans un cadre où sa situation était rendue très visible. Lorsque des ouvriers étaient engagés par un employeur, ils étaient tributaires des

mêmes conditions de travail, de salaire et de licenciement dans les phases de crise ou de répression patronale, mais là, cela se voyait probablement plus qu'ailleurs.

Cet effet de masse et de concentration de la main-d'œuvre en Valais a eu, de manière connexe, une portée proportionnelle dans les situations de crise où la divergence des intérêts entre capital et travail éclatait sans voile. Lorsque les patrons d'usines licencient, lorsqu'ils diminuaient de moitié leurs effectifs en quelques mois, la population ouvrière était frappée de plein fouet et des quantités immédiatement considérables de foyers valaisans se trouvaient jetés dans une situation très difficile. Au début de 1921, le canton comptait 2000 chômeurs complets – il en dénomblera 4500 en décembre. A la fin de 1922, 2200 chômeurs y étaient recensés, puis 1000 à la fin de 1923³¹. Lors de la crise des années trente, les usines Lonza occupaient 750 ouvriers en octobre 1930, puis 640 au 1^{er} janvier 1931 et 518 ouvriers le 25 mai suivant. A Chippis, lors de la même crise, on passera de 1979 ouvriers au 1^{er} mai 1930, à 915 ouvriers un an plus tard.

Plusieurs grèves ont marqué l'histoire du Valais. Lors de la construction du tunnel du Simplon, les ouvriers interrompirent leur travail à trois reprises, en mars et novembre 1899, puis en 1901. En 1917, une importante grève se déroula aux usines de Chippis, à la suite de laquelle la *Gazette du Valais* écrivit, le 29 juin 1917:

Que l'on rejette tant que l'on voudra la faute de telles manifestations sur un seul individu, une telle unanimité de plus de 1700 ouvriers dans la cessation du travail prouve que le mécontentement qui a éclaté de la sorte, quoique peu apparent, courait depuis longtemps dans les esprits.

Au printemps 1935, un conflit s'est déclaré sur le chantier de la Dixence en raison d'une réduction de salaire de 10 à 20 % que la direction d'Energie de l'ouest suisse (EOS) voulait imposer au seuil d'une nouvelle saison, pro-

■
28 TILLY et SCOTT 1987 (étude comparative entre l'Angleterre et la France du XVIII^e siècle au XX^e siècle); WITT et al. 1982.

29 ARLETTAZ G. et S. 1992, pp. 78-79.

30 «Jean, la voix d'un jeune», in *Journal et Feuille d'Avis du Valais*, 6 juillet 1941, cité par GARBELY 1989, pp. 181-251, et 208.

31 ARLETTAZ G. et S. 1992, p. 99.

fitant de la crise et engageant de nombreux Italiens – qui fuyaient le fascisme – pour qu’ils travaillent à prix réduit. Les ouvriers obtiendront alors la priorité d’embauche aux ouvriers suisses ou étrangers établis dans la région, le rétablissement des taux de salaires de l’année précédente, un salaire minimum garanti aux ouvriers travaillant à la tâche et enfin la promesse que les militants syndicaux ne feraient pas l’objet de représailles.

Dans l’ensemble, il faut bien noter aussi que ces grèves déclenchaient des réactions fortes de la part des patrons ou des autorités. Ainsi, lors de la Grève générale qui éclate en Suisse du 11 au 14 novembre 1918, on compte 350 000 grévistes et 120 000 soldats mobilisés dans l’ensemble du pays, alors qu’en Valais, les proportions seront pour le moins inversées puisque l’on dénombre 200 grévistes et 2500 soldats! Les grévistes voulaient simplement obtenir une amélioration de leurs conditions de vie et de travail, mais les adversaires du mouvement ouvrier firent de cet événement une tentative de révolution qu’ils s’emploieront à réprimer avec vigueur. Le 9 mars 1919, Adolphe Rey s’exclamera, en clôturant l’assemblée de la Société d’agriculture de Sierre: *Et malheur à qui voudra attenter à nos institutions; si la baïonnette doit sortir du fourreau, elle n’y rentrera qu’ensanglantée. Espérons toutefois que ces tristes prévisions ne se réaliseront pas! C’est pourquoi, je termine de nouveau mon rapport en m’écriant: «Dieu protège la Suisse!»*³².

Pour terminer, il semble aussi intéressant de rappeler que la concentration de main-d’œuvre sur certains sites fait ressortir l’un des traits les plus extrêmes, mais pas l’un des plus marginaux de la condition ouvrière, en Valais et ailleurs, celui du risque inhérent au travail. Lors de la construction du Simplon, de 1898 à 1905, 6777 ouvriers furent blessés et 67 perdirent la vie. Le Lötschberg occasionna 7510 accidents et 56 morts³³. Un demi-siècle plus tard, le 30 août 1965, la catastrophe survenue pendant la construction

du barrage de Mattmark provoqua la mort de 88 ouvriers. Sur ce plan, les grands chantiers qui ont marqué l’histoire du Valais peuvent aussi permettre de souligner cette réalité du monde du travail, souvent diffuse et volontiers camouflée, qui est celle de la mise en jeu de la santé et parfois de la vie des personnes, dans le cadre des rapports salariés³⁴.

Assurément, lors de la Grève générale de 1918 ou lorsque des mouvements de grève se sont déclenchés, comme à Chippis en 1917, la réaction musclée des autorités – cantonales mais aussi fédérales – n’était pas étrangère au caractère stratégique des usines valaisannes. A Chippis, la direction de l’usine s’est directement arrangée avec le gouvernement de Berne, qui a envoyé la troupe sur place. Les autorités cantonales furent mises entre parenthèses, ce qui est, en définitive, assez symbolique du statut accordé au Valais dans le cadre d’une économie helvétique pour l’essentiel dirigée depuis la Suisse alémanique et qui envisageait son développement à une échelle européenne et mondiale.

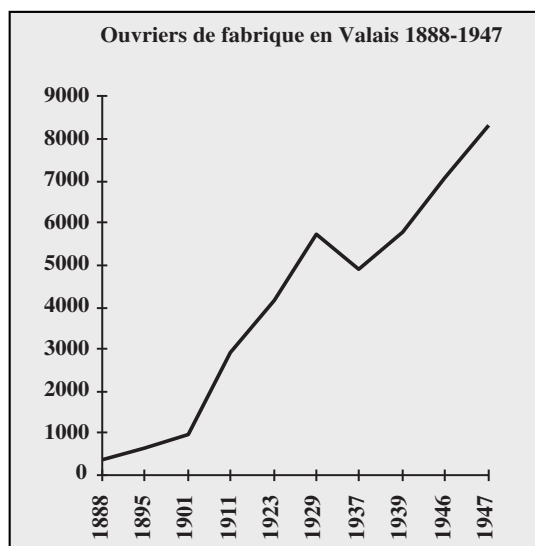


Tableau 3 (Ouvriers de fabrique en Valais 1888-1947)

(Annuaire statistique de la Suisse, 1947, p. 147)

³² Cité in SALAMIN 1978, p. 252; cf. aussi HELDNER 1979, p. 33; ABBET 1977, p. 61.

³³ ARLETTAZ G. et S. 1992, p. 81.

³⁴ Pour qui s’y intéresse dans la perspective actuelle, cf. par exemple THÉBAUD-MONY 1990 ou DEJOURS 1998.

LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES EN VALAIS

*Donnez-moi un peuple dont les passions bouillonnantes et les appétits mondains soient tempérés par la foi, l'espérance et la charité; un peuple qui considère cette terre comme un passage et l'autre monde comme sa vraie patrie; un peuple qui ait appris à admirer et à révéler avec un héroïsme tout chrétien sa pauvreté même et ses souffrances mêmes; un peuple qui aime et adore en Jésus-Christ le premier né de tous les opprimés et en sa croix l'instrument du salut universel. Donnez-moi, dis-je, un peuple de cette trempe, et le socialisme non seulement sera facile à vaincre, mais il ne sera même pas possible de le concevoir*³⁵.

En Valais, comme en Suisse ou ailleurs, là où s'est développé le secteur secondaire, les luttes ouvrières ont porté sur les salaires, les horaires de travail, les conditions de travail ou la conquête des assurances sociales (chômage, maladie, invalidité, vieillesse). On pourrait pousser plus loin l'énumération de ces ressemblances en évoquant d'autres éléments qui soulignent la condition ouvrière sous l'angle de la mise en concurrence de ses différentes composantes (ouvriers du pays/ouvriers étrangers; hommes / femmes) et constater que l'histoire des travailleurs et travailleuses du Valais, avec les caractéristiques propres à leur situation locale, s'intègre tout à fait à ce que l'on sait de l'histoire du mouvement ouvrier³⁶.

Des organisations de travailleurs se sont créées dans le canton au tournant du siècle. Elles ont mis en place des structures de rencontre et de loisirs pour les ouvriers ou leurs familles, à vocation d'entraide ou de lieu culturel. Elles ont édité des journaux, organisé des caisses de solidarité pour aider leurs adhérents à faire face à des situations de chômage ou à des décès, pour pallier la carence presque totale d'assurances sociales en Suisse à cette époque. Des sections du Grütli seront fondées à Sion (1854), à Monthey (1868)

ou à Brigue (1904). Cette dernière, mise sur pied par le fameux militant socialiste Charles Dellberg, sera la plus active et la plus solide. En 1908, elle comptait 70 membres cotisants et elle formera le noyau du futur parti socialiste cantonal. Dans le Bas-Valais, – à Monthey, Martigny, Saxon-Fully, Vouvry, au Bouveret et à Vionnaz – diverses Unions ouvrières verront le jour, grâce notamment au travail syndical de Clovis Pignat. En mai 1916, l'Union ouvrière de Vouvry rassemblait des électriciens, des cartonniers, du personnel des usines à chaux et ciment, des carrières, chantiers et entreprises diverses, ainsi que des ouvriers et ouvrières domestiques de campagne.

A Brigue, Dellberg et ses collègues Stegmann, Jollien, Imhof ou Delz ont mis sur pied une coopérative de consommation (1907), les Jungburschen (pour les jeunes), la caisse maladie du Grütli (1910), la coopérative des cheminots – qui fera construire 36 maisons d'habitation (1911), le syndicat des maçons, celui des ouvriers des transports (1913) et celui des ouvriers sur métaux et horlogers (1918). Dans les années vingt, leur entreprise se poursuivra. On établira une Maison du Peuple à Brigue, on organisera des activités de musique populaire, une bibliothèque, un vélo club, une chorale, une coopérative de construction générale, qui édifiera 50 habitations. Les Amis de la nature, liés aussi aux activités pour les ouvriers, mettront à disposition une cabane de montagne (Hütte «Lüeg ins Land»). Fany Dellberg animera les Faucons rouges (Rote Falken, mouvement semblable aux scouts catholiques ou aux éclaireurs protestants mais laïc et d'obédience socialiste, actif dans de nombreux pays européens). Enfin, une demoiselle Stegmann fondera un groupe de femmes socialistes.

Dans le Bas-Valais aussi, une vie ouvrière tendra à se développer. Ainsi, un Cercle ouvrier sera inauguré à Vouvry en juillet 1916. Ses membres disposaient d'une salle permettant la lecture, les réunions ou la récréation. On pouvait y consommer à prix modique. Les

35 *Civiltà Cattolica*, II, 122, cité par DAL PANE 1950, p. 144. Citation reprise par HOBBSAWM 1988, p. 279.

36 A plus d'un titre, les analyses de Marc PERRENOUD ouvrent l'horizon, cf. PERRENOUD 1989 a, pp. 20-40; PERRENOUD 1989 b, pp. 113-141; PERRENOUD 1995, pp. 105-120, et PERRENOUD 1997, pp. 108-116.

cotisations mensuelles demandées aux adhérents de ce cercle étaient fixées à 1 fr.; elles devaient alimenter la caisse de l'Union ouvrière qui s'engageait à verser une indemnité en cas de chômage forcé ou de maladie. L'Union organisait des conférences, des kermesses et des réunions dans les villages avoisinants – elle s'efforcera par ce biais de propager les idées syndicalistes auprès des participants.

Divers organes de presse, diffuseurs d'idées syndicalistes ou socialistes, paraîtront durant des périodes plus ou moins longues: *Le Simplon*, *La Justice/Die Gerechtigkeit*, *Le Falot*, la *Walliser Volkszeitung* ou encore *L'Avenir*. D'autres journaux socialistes romands, tels *La Sentinelle* et *Le Droit du Peuple* circulaient aussi, surtout dans les cercles ouvriers. Journal du Parti socialiste

cantonal, le *Peuple valaisan* existera de 1927 à 1936. Sa nouvelle version paraîtra en 1952, en remplacement du *Travail*³⁷.

Certaines personnalités militantes se démarquaient, comme Karl Dellberg, le «Lion de Sierre», ou Clovis Luyet, qui s'étaient engagés sur les plans syndical et politique, notamment dans le Parti socialiste valaisan, fondé en 1919 – 31 ans après le Parti socialiste suisse. Dans son autobiographie, Dellberg décrit le climat régnant alors:

Au mois de mars 1921, je suis le premier et unique socialiste élu député au Grand Conseil valaisan. Je demande et reçois des PTT l'autorisation de siéger. A côté de mon travail de buraliste postal à Naters, j'étais rédacteur de la Walliser Volkszeitung (case postale 55

37 Cf. aussi
ARLETTAZ G. 1979, pp. 241-253;
CLAVIEN 1988, pp. 188-212.



Monthey, carrière
(Cévis)

à Brigue), président du Parti socialiste valaisan, du Parti socialiste de Brigue, de la coopérative de Brigue, de la Maison du Peuple à Brigue, municipal à Brigue, député et encore président du personnel des transports, PTT, CFF, Douanes, etc. Mon activité était débordante. Surtout au Grand Conseil où je donnais en plein. La réaction ne tarda pas!!

Je ne laissais pas tranquilles mes adversaires et j'attaquais fougueusement leur politique réactionnaire. Je luttais pour la justice sociale en socialiste intégral (parti, syndicat, coopérative, jeunesse, éducation, récréation, etc.). Mes adversaires politiques surveillaient mon travail professionnel, la part que je prenais, mes entrées et sorties du bureau etc.

Dénoncé de ne pas faire ma part de travail au bureau, d'être absent, de mécontenter la population etc., une inspection extraordinaire eut lieu au mois de février 1924. L'inspecteur Georges Rochat va jusqu'à interpellé le président de la commune sur mon travail etc. Je proteste et demande des renseignements aux PTT. Inspection et renseignements sont en ma faveur. Les articles de la presse du Haut et Bas-Valais (Nouvelliste) n'ont pas le succès escompté. Au contraire! [...]

La paix fut de courte durée. Mes adversaires ne désarmèrent pas plus que moi. Les dénonciations, les contrôles hors et dans le bureau de la poste continuèrent. [...] ³⁸

Comme la plupart de leurs camarades suisses, les militants syndicaux socialistes valaisans défendirent les ouvriers afin d'obtenir pour eux des améliorations sociales. Dans ce sens, l'approche d'un Clovis Luyet, qui enseignait que l'

Union syndicale [...] cherche à garantir aux travailleurs des conditions de vie convenables tout en attendant l'heure de s'attaquer aux réformes de structure où le capitalisme aura vécu ³⁹,

apparaît plutôt radicale mais assez marginale. Durant quelques décennies suivant la Seconde Guerre mondiale se développa un pragma-

tisme teinté de paternalisme, notamment dans la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) ⁴⁰. En outre, l'étroite intrication qui se manifesta plus d'une fois au cours du siècle entre la pression à la baisse sur les salaires et l'appel à une main-d'œuvre étrangère, imposés par le patronat, généra des rapports parfois hostiles entre ouvriers valaisans et travailleurs étrangers, comme il ressort de ce Rapport annuel du Cartel syndical valaisan :

L'appétit insatiable manifesté par les entrepreneurs doit être freiné. La main-d'œuvre italienne ne suffit plus, les espagnols sont là en attendant les grecs et les turcs [sic]. Nos chantiers deviennent des tours de Babel. Et l'on conçoit très bien le danger inhérent à cet afflux. Pression sur les salaires, menace de remplacer des hommes par des autres en cas de manque de docilité, négligence à l'égard des mesures à prendre pour assurer aux travailleurs du bâtiment la protection contre les intempéries et leur assurer le travail continu ⁴¹.

Il n'empêche que les travailleurs étrangers seront présents dans les syndicats en Valais. La Fédération des ouvriers du Bois et du Bâtiment (FOBB, aujourd'hui SIB) comptera dans ses rangs de nombreux ouvriers italiens, qui ne se défilèrent pas lors des conflits avec les patrons.

Il faut encore remarquer que les femmes adhéraient rarement à un syndicat. Cela peut s'expliquer par le fait qu'en Valais, un grand nombre d'entre elles travaillaient dans des exploitations agricoles, souvent, d'ailleurs, sans même être comptabilisées dans la population dite « active ». De plus, les premiers syndicats créés dans le canton (bois, métallurgie, chemins de fer, postes, typographes) organisaient des métiers qui leur étaient pour ainsi dire fermés. Enfin, les syndicats eux-mêmes, sur le plan national, ont souvent négligé de consacrer leurs efforts à l'intégration spécifique des femmes au mouvement syndical ⁴².

Des syndicats chrétiens-sociaux, tenus en bride par les conservateurs et le plus souvent animés

■ ³⁸ DELLBERG [s. d.], pp. 5-6.

³⁹ PAVILLON 1994, p. 23, citation de C. LUYET, « Historique de la FOBB en Valais », cours de militants du 29 juin au 5 juillet 1951 à Evolène, Archives de l'Union syndicale valaisanne (Sion).

⁴⁰ *Idem*, pp. 35-39. Voir REY 1993.

⁴¹ Archives de l'Union syndicale valaisanne (Sion), *Rapport annuel CSV 1960-1961*. Cité in PAVILLON 1994, p. 38.

⁴² PESENTI 1988, résumé en français : PAVILLON 1992, pp. 177-191. Pour le Valais, cf. PAVILLON 1994, pp. 52-59; 70-71; 76-77.

par des hommes d'Eglise seront mis sur pied parallèlement aux organisations ouvrières liées à l'Union syndicale et au Parti socialiste. En 1905, l'Union ouvrière des travailleurs catholiques valaisans verra le jour, grâce à l'abbé Follonier. Le chanoine Mariétan, nommé abbé en 1914, fondera le Cercle d'études sociales de Saint-Maurice. En 1908, il avait créé la revue *L'Eveil*, à laquelle collaboraient Georges de Montenach, Maxime Reymond, Monseigneur Eugène Baupin et Georges Goyau, éminents militants de la nouvelle droite catholique, très active autour de l'Université de Fribourg, dès sa création en 1889, mais

aussi inspiratrice d'une politique ouvriériste, dont les axes principaux étaient la lutte contre le socialisme et la mise au pas des organisations catholiques jugées trop gauchistes⁴³. Selon *L'Eveil*,

*Le socialisme et avec lui toutes sortes de germes funestes allait dans quelque temps transformer nos beaux cantons et en faire des terres de désordre, de ruine religieuse et morale. Les chefs de la maison, heureusement, veillaient. Ils nous ont avertis; leur voix nous a redit la nécessité de veiller aussi et de travailler. C'est entendu: on veut faire quelque chose*⁴⁴.



⁴³ Jost 1992, pp. 46-62.

⁴⁴ Cité par SALAMIN 1978, p. 227.

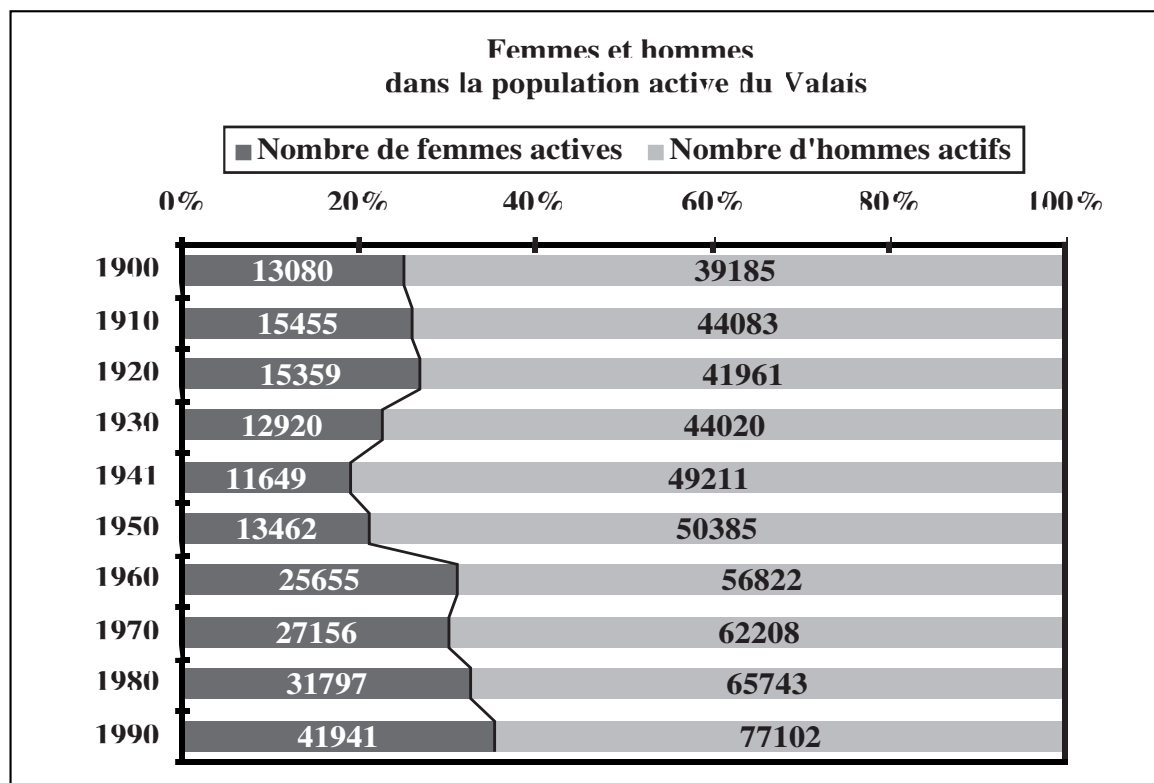


Tableau 4 (*Femmes et hommes dans la population active du Valais*)
(Commission d'études sur la condition féminine en Valais, Les femmes dans l'administration cantonale, Sion, 1989. En 1910, 1920 et 1930, les chômeurs ont été attribués à la branche économique dans laquelle ils étaient occupés précédemment.)

Les organisations ouvrières catholiques ont développé leurs cercles d'études, sociétés de consommation et caisses maladie, notamment à Martigny, Monthey ou Vernayaz. Les usines Lonza de Viège se maintiendront longtemps comme un bastion des syndicats chrétiens-sociaux valaisans.

Le président de la commune de Chippis, Alexandre Zufferey, avait invité l'abbé Auguste Pilloud à fonder un syndicat chrétien pour les ouvriers de l'aluminium – ce qui sera fait en juillet 1916. L'abbé Pilloud,

tout au moins pendant la Première Guerre mondiale et juste après, [...] défendait des positions tout à fait progressistes, dépassant parfois de loin la doctrine sociale de l'Eglise catholique. A l'encontre de « l'unité de classe » prêchée par l'Eglise catholique, l'Action sociale professait que la tâche des syndicats chrétiens était: « d'éveiller chez tous les travailleurs la conscience de classe, de les instruire, de les former et de les rendre capables d'être les gardiens et les défenseurs de leurs propres intérêts et de collaborer efficacement avec l'Eglise et l'Etat à la prospérité de la classe ouvrière ».

La combativité de l'abbé rencontrera du succès parmi les ouvriers. Par contre, il deviendra la bête noire de l'Aluminium Industrie autant que de nombreux prêtres valaisans qui réclamèrent son éviction auprès de l'Evêché de Fribourg, dont il dépendait. Soutenu par les seuls curés de village du diocèse de Sierre/Chippis, l'abbé Pilloud fut si vivement attaqué qu'il quitta les lieux⁴⁵.

Par la suite, dirigeants politiques et directeurs d'industrie choisirent en quelque sorte de deux maux le moindre, favorisant les syndicats chrétiens-sociaux plutôt que les socialistes. La manière dont la loi sur l'assurance chômage s'est mise en place en janvier 1928 en offre un exemple concret. Alors que le gouvernement proposait d'accorder 20% des indemnités aux caisses paritaires (où les chrétiens-sociaux étaient présents) et 15% aux caisses syndicales, la majorité du Grand Conseil souhaitait – et

obtint – une subvention de 30% aux caisses paritaires et de 10% aux caisses syndicales. En mai 1928, Charles Dellberg protestera mais sans grand succès:

*Vous cherchez à anéantir les caisses syndicales, les seules qui sont réellement organisées et sympathiques aux ouvriers. Si le gouvernement a pris de telles décisions, c'est par haine ou par crainte du socialisme. Vous poussez à la lutte des classes par des injustices commises dans le but de lutter contre le socialisme*⁴⁶.

Au fil du siècle, cet antisyndicalisme et cet antisocialisme perdureront. Les prêches de Monseigneur Bieler, évêque de Sion dès 1919, sont réputés à cet égard. Dans certaines écoles du canton, des Sœurs priaient pour les enfants dont le père adhérait à une section de l'Union syndicale suisse. Si l'on veut rappeler le caractère musclé de cette lutte et souligner le soutien politique de l'Eglise au Parti conservateur, une Lettre pastorale de Monseigneur Bieler semble assez claire:

Le mal le plus profond dont souffre notre époque est l'esprit d'insubordination et de révolte envers l'autorité légitime. [...] L'esprit d'insubordination et de révolte contre toute autorité a surtout pris racine dans la société, au temps de la Révolution française et de nos jours il se manifeste d'une manière particulièrement redoutable dans le bolchevisme et ses multiples tendances. [...]

*Le citoyen qui donnerait sa voix à l'un de ces partis (socialistes et radicaux) dont le programme est en opposition avec les principes du christianisme se rendrait certainement coupable; de même l'électeur catholique qui appuierait la candidature de l'un de ces hommes qui travaille à la destruction de la société [...] et qui vise à exclure le prêtre de l'école; [...] non moins répréhensible l'électeur qui par esprit de rancune et d'animosité contre une classe de personnes, [...] donnerait son suffrage au détriment des intérêts de l'Eglise ou de l'Etat*⁴⁷.

■
⁴⁵ GARBELY 1989, pp. 189-196.
La citation de l'abbé Pilloud (p. 189), provient de *L'Action sociale*, 6 mars 1915.

⁴⁶ Cité par SALAMIN 1978, p. 294.

⁴⁷ Monseigneur V. BIELER, *Lettre pastorale*, Carême 1931, pp. 1-2 et 29. Cité in AYMON 1979, p. 44.

Durant l'entre-deux-guerres, ces milieux catholiques-sociaux seront largement adeptes du corporatisme – une Fédération valaisanne des corporations et des syndicats chrétiens sera fondée en 1929. Dans ce cadre, l'abbé André Savoy exercera une influence durable en Valais. Cet abbé était

*un théologien que son tempérament bouillant oriente rapidement vers l'action sociale et la lutte politique. Dans Capital et Travail, publié en 1919, il critique, à partir des encycliques, l'ordre libéral, en se rapprochant souvent des socialistes. Mais ceux-ci n'apprécient guère ses conclusions: la Rédemption de l'homme par Jésus-Christ et la charité condamnent la lutte des classes; la corporation tant sociale que politique offre une issue valable*⁴⁸.

Ces milieux corporatistes, amis du frontisme et du fascisme, seront très actifs en Valais dans les années trente et quarante. Ils rencontreront le soutien du conseiller d'Etat conservateur Maurice Troillet (surnommé le «Mussolini valaisan»), de la direction de l'Aluminium Industrie AG ou encore de Monseigneur Bieler. Dirigeant les Jeunes travailleurs, mouvement corporatiste d'avant-garde, le futur conseiller fédéral Roger Bonvin se faisait les dents⁴⁹.

La rivalité entre les syndicats socialistes et les organisations ouvrières chrétiennes-sociales a sans doute très fortement affaibli le mouvement ouvrier qui s'organisait en Valais durant les premières décennies du XX^e siècle. Sans elle, la confrontation entre les intérêts des travailleurs et ceux des patrons aurait d'ailleurs pris une tournure peut-être encore plus violente, dans les conflits qui les ont opposés – pour des raisons qui tenaient tant à la structure de la main-d'œuvre ouvrière qu'au caractère stratégique des entreprises ou chantiers installés sur ce territoire.

Les bouleversements provoqués par la naissance du secteur secondaire dans le canton avaient bien inquiété les autorités, au début, comme il ressort des propos tenus, le 14 mai 1917, par le président du Grand Conseil Jules Zen Ruffinen:

*Il est vrai que depuis peu d'années, la grande industrie s'est implantée chez nous et a modifié, dans certaines parties du pays, les conditions d'existence de nos populations. D'un côté, ces industries ont procuré un gain rémunérateur à de nombreux ouvriers et ont ainsi puissamment contribué à traverser le temps de crise provoqué par la guerre européenne; de l'autre, elles ont renchéri la main-d'œuvre et ont apporté des idées nouvelles. Mais j'ai l'espoir que nos antiques traditions ne s'en ressentiront pas trop et que la simplicité des mœurs continuera à régner dans nos vallées*⁵⁰.

Toutefois, mis à contribution par les milieux ecclésiastiques et politiques, qui étaient eux-mêmes très mobilisés, les syndicats chrétiens-sociaux ont opté pour le maintien de l'ordre établi. Cela favorisait, dans une certaine mesure, le Parti conservateur valaisan, mais surtout les patrons d'industries. Certes, ces derniers avaient souvent le défaut d'appartenir à la bourgeoisie radicale et protestante suisse alémanique, mais ils étaient antisocialistes à souhait.

ENTRE « RÉVOLUTION INDUSTRIELLE » ET « RÉVOLUTION CONSERVATRICE »

*« Faire du social », c'est travailler sur la misère du monde capitaliste, c'est-à-dire sur les effets pervers du développement économique. C'est tenter d'apporter des correctifs aux contre-finalités les plus inhumaines de l'organisation de la société, mais sans toucher à sa structure*⁵¹.

Sur les traces de Max Weber et de son étude consacrée à *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Michael Löwy met l'accent sur l'affinité négative développée par le catholicisme à l'égard du capitalisme:

Comme le laisse entendre Weber lui-même, cela n'exclut pas un accommodement et une adaptation réaliste des institutions catholiques au système capitaliste, dans la mesure,

48 RUFFIEUX 1974, p. 154. Voir aussi PITTELOUD 1969, volume 2, pp. 417-451.

49 JOSEPH 1977, pp. 137-159. Sur Bonvin, p. 145.

50 Cité par SALAMIN 1978, p. 245.

51 CASTEL 1995, p. 245.

surtout, où il augmente en puissance. Les critiques directes de l'Eglise visent dès lors les excès du libéralisme plutôt que les fondements mêmes du capitalisme. En outre, confrontée à un péril bien plus grand – le mouvement ouvrier socialiste –, l'Eglise n'hésite pas à former une alliance avec les forces bourgeoises et capitalistes contre cet ennemi commun. Il est permis de dire, de façon générale, que l'Eglise n'a jamais estimé possible ni même souhaitable d'abolir le capitalisme : son but a toujours été de rectifier ses aspects les plus négatifs par l'action charitable et « sociable » du christianisme. Reste pourtant, profondément inscrite dans la culture catholique – parfois occultée, parfois manifeste – une aversion éthique, ou une « affinité négative », à l'égard du capitalisme⁵².

Dans cette optique, le Valais aux débuts de son industrialisation offre un exemple idéal de ce phénomène.

Ce qui intéresse aussi Michael Löwy, c'est ce que l'on peut voir comme une ambivalence de la sensibilité catholique par rapport à la civilisation moderne capitaliste et industrielle, partagée – minoritairement – entre une « option préférentielle en faveur des pauvres »⁵³ et, majoritairement, la nostalgie d'un passé féodal et corporatif, d'une société hiérarchique précapitaliste où l'Eglise disposait d'importants pouvoirs et privilèges⁵⁴. Si, pour des raisons liées à l'histoire culturelle, sociale et économique de l'Amérique latine, un mouvement tel que la théologie de la libération a pu exis-

ter, dans les années soixante-dix, d'autres raisons – qui n'étaient pas étrangères à l'histoire européenne de la première moitié du XX^e siècle – ont manifestement conduit les milieux catholiques valaisans et helvétiques à prendre, alors, une option donnant nettement la préférence au maintien de l'ordre bourgeois établi.

Ici, la convergence s'opère entre le catholicisme social et le libéralisme, au détriment du mouvement ouvrier. Par ce biais, on rejoint les bases des politiques sociales développées à l'aube de ce siècle dans les pays industrialisés, qui

*posent la question des effets sur les producteurs eux-mêmes du mode de production des richesses qu'impose le capitalisme. Mais [qui] s'interdisent d'intervenir directement sur la manière de les produire*⁵⁵.

La Suisse a franchi le cap de l'« ère des révolutions » d'une manière, au fond, assez semblable à celle des autres pays fortement industrialisés. Dans ce cadre, le Valais, en dépit de son développement en décalage par rapport à celui de la Suisse et grâce à ses caractéristiques qui en font un canton très typé sur les plans économique, politique et religieux, ressort comme un lieu d'exploration très riche. Son histoire semble utile, en tout cas, si l'on veut comprendre un peu comment la société suisse répondait, au début du XX^e siècle, à des transformations issues, en partie, de la « révolution industrielle ».

52 Löwy 1998, p. 39. Voir en particulier : « L'éthique catholique et l'esprit du capitalisme : le chapitre manquant dans la sociologie de la religion de Max Weber », pp. 33-49.

53 Cette expression, consacrée par la Conférence des évêques latino-américains de Puebla (1979), définit l'idée centrale de la théologie de la libération. Löwy 1998, p. 56.

54 *Idem*, p. 43.

55 CASTEL 1995, pp. 244-245 (citation).

- ┌
C. ABBET, *Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais (1900-1928)*, Fribourg, mémoire de licence, 1977. ABBET 1977
- U. ALTERMATT, «Josef Zemp 1834-1908», et «Les élections au Conseil fédéral et leurs règles du jeu», in U. ALTERMATT (éd.), *Conseil fédéral. Dictionnaire des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens, 1993. ALTERMATT 1993
- G. ANDREY, «La quête d'un Etat national 1798-1848», in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, 1986. ANDREY 1986
- G. ARLETTAZ, «Les transformations économiques et le développement du Valais 1850-1914», in *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, Sion, 1976. ARLETTAZ G. 1976
- G. ARLETTAZ, «Les débuts du socialisme», in *Histoire de la démocratie en Valais 1789-1914*, Sion, Groupe valaisan de sciences humaines, 1979. ARLETTAZ G. 1979
- G. ET S. ARLETTAZ, «Les étrangers et la nationalisation du Valais 1895-1945», in *Le Valais et les étrangers XIX^e-XX^e*, Sion, Groupe valaisan de sciences humaines, 1992. ARLETTAZ G. et S. 1992
- B. AYMON, *Un demi-siècle de lutte ouvrière à l'Aluminium de Chippis*, Genève, mémoire de licence, 1979. AYMON 1979
- W. BAUMANN, *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband 1897-1918*, Zurich, 1993. (Résumé par S. GUEx 1995). BAUMANN 1993
- R. BEHRENDT, *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus*, Zurich / Leipzig / Stuttgart, 1932. BEHRENDT 1932
- A. BIHR, *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*, Lausanne, 1998. BIHR 1998
- G. BILLETER, *Le pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines (1919-1939)*, Genève, 1985. BILLETER 1985
- W. BOCKs, «Die Lager der Fremdarbeiter und Kriegsgefangenen in Rheinfelden», in *Fremd und nicht freiwillig, Zwangsarbeit und Kriegsgefangenschaft in Rheinfelden-Baden und Umgebung 1940-1945, Rheinfelder Geschichtsblätter*, n° 2, Eggingen, 1992. BOCKs 1992
- P. BOURDIEU, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, 1988. BOURDIEU 1988
- D. BOURGEOIS, «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop sur Vichy», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1971. BOURGEOIS 1971
- D. BOURGEOIS, *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, 1998. BOURGEOIS 1998

R. CASTEL, <i>Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat</i> , Paris, 1995.	CASTEL 1995
A. CLAVIEN, « Les origines du Parti socialiste valaisan », in <i>Les origines du socialisme en Suisse romande 1880-1920</i> , Lausanne, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, 1988.	CLAVIEN 1988
COLLECTIF, <i>Pour une Histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, exclu/es et rebelles en Suisse 19^e-20^e siècles</i> , Lausanne, 1995.	COLLECTIF 1995
L. DAL PANE, « Il socialismo e le questione sociale nella prima annata della Civiltà Cattolica », dans <i>Studi in Onore di Gino Luzzato</i> , Milan, 1950.	DAL PANE 1950
C. DEJOURS, <i>Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale</i> , Paris, 1998.	DEJOURS 1998
C. DELLBERG, <i>Autobiographie</i> , document dactylographié, [s. l., s. d.] (Bibliothèque cantonale, Sion).	DELLBERG [s.d.]
F. GARBELY, « Valais: <i>Le canton Alusuisse</i> », in T. BAUER, G. J. CROUGH, E. DAVIDSSON, F. GARBELY, P. INDERMAUR, L. VOGEL, <i>Alusuisse 1888-1988. Une histoire coloniale en Valais et dans le monde</i> , Lausanne, 1989.	GARBELY 1989
GROUPE DE TRAVAIL POUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER, <i>Le mouvement ouvrier suisse. Documents. Situation, organisation et luttes des travailleurs de 1800 à nos jours</i> , Genève, 1975.	GTHMO 1975
E. GRUNER, <i>Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert. Soziale Lage, Organisation, Verhältnis zu Arbeitgeber und Staat</i> , Munich, Réédition, 1988 (1968).	GRUNER 1988
E. GRUNER et H. R. WIEDMER (éd.), <i>Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz: Soziale Lage, Organisation und Kämpfe von Arbeitern und Unternehmern, politische Organisation und Sozialpolitik</i> , Zurich, 1987-1988.	GRUNER et WIEDMER 1987-1988
A. GUEX, <i>Le demi-siècle de Maurice Troillet</i> , Martigny, 1971.	GUEX A. 1971
S. GUEX, « Union suisse des paysans et bloc bourgeois 1897-1918 », in <i>Les Annuelles</i> , n° 6, Lausanne, 1995.	GUEX S. 1995
W. HELDNER, <i>Karl Dellberg. 93 Jahre gutmütiger Löwe oder Die Explosion des Friedenwillens</i> , Viège, 1979.	HELDNER 1979
E. J. HOBSBAWM, <i>L'ère des révolutions</i> , Bruxelles, 1988.	HOBSBAWM 1988
F. HÖPFLINGER, <i>L'empire suisse</i> , Genève, 1978.	HÖPFLINGER 1978
C. HUMAIR, « Entre adaptation et résistance à l'évolution commerciale: lutte à propos de la politique douanière suisse durant le XIX ^e siècle », in J.-C. FAVEZ, H. U. JOST, F. PYTHON (dir.), <i>Les Relations internationales et la Suisse</i> , Lausanne, 1998.	HUMAIR 1998
P. INDERMAUR, « <i>Lueur à l'horizon</i> , Une histoire d'Alusuisse », in T. BAUER, G. J. CROUGH, E. DAVIDSSON, F. GARBELY, P. INDERMAUR, L. VOGEL, <i>Alusuisse 1888-1988. Une histoire coloniale en Suisse et dans le monde</i> , Lausanne, 1989.	INDERMAUR 1989
R. JOSEPH, « Le fascisme en Valais », in <i>Annales valaisannes</i> , 1977.	JOSEPH 1977
H. U. JOST, « Culture politique et mouvement ouvrier en Romandie au XIX ^e siècle », in P. DU BOIS (dir.), <i>Union et division des Suisses. Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIX^e et XX^e siècles</i> , Lausanne, 1983.	JOST 1983

H. U. JOST, <i>Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse 1890-1914</i> , Lausanne, 1992.	JOST 1992
B. KAUFMANN, <i>Die Entwicklung des Wallis vom Agrar-zum Industriekanton</i> , Winterthur, 1965.	KAUFMANN 1965
A. LACHER, <i>Die Schweiz und Frankreich vor dem Ersten Weltkrieg. Diplomatische und politische Beziehungen im Zeichen des deutsch-französischen Gegensatzes 1883-1914</i> , Bâle/Stuttgart, 1967.	LACHER 1967
M. LÖWY, <i>La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine</i> , Paris, 1998.	LÖWY 1998
P. LUCIRI, <i>Le prix de la neutralité. La diplomatie secrète de la Suisse en 1914-1915</i> , Genève, 1976.	LUCIRI 1976
A. MATTIOLI (éd.), <i>Intellektuelle von rechts</i> , Zurich, 1995.	MATTIOLI 1995
A. MATTIOLI, <i>Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire</i> , Fribourg, 1997.	MATTIOLI 1997
S. PAVILLON, «Présence ouvrière-Travail des femmes. Une approche du monde du travail en Suisse entre 1890 et 1914», in M. PAVILLON/F. VALLOTTON (éd.), <i>Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930</i> , Lausanne, 1992.	PAVILLON 1992
S. PAVILLON, <i>Union ouvrière, Cartel syndical valaisan, Union syndicale valaisanne, 1919-1994</i> , Sion, 1994.	PAVILLON 1994
S. PAVILLON, «L'axe de l'aluminium (Aluminium Industrie)», in <i>Page Deux</i> , décembre, 1996.	PAVILLON 1996
S. PAVILLON, «Trois entreprises suisses en Allemagne du Sud et leur développement durant la période nazie», in <i>Etudes et Sources</i> , n° 23, Berne, 1997.	PAVILLON 1997
M. PERRENOUD, «L'éducation ouvrière dans la région horlogère», in <i>Revue syndicale suisse</i> , n° 1, 1989.	PERRENOUD 1989 a
M. PERRENOUD, «La politique de la Suisse face à l'immigration italienne (1943-1953)», in <i>Mouvements et politiques migratoires en Europe depuis 1945: le cas italien</i> , Bruxelles, 1989.	PERRENOUD 1989 b
M. PERRENOUD, «Entre la charité et la révolution. Les Comités de chômeurs face aux politiques de lutte contre le chômage dans le canton de Neuchâtel lors de la crise des années 1930», in COLLECTIF, <i>Pour une Histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, exclu/es et rebelles en Suisse 19^e-20^e siècles</i> , Lausanne, 1995.	PERRENOUD 1995
M. PERRENOUD, «Contrastes et paradoxes de la crise dans l'horlogerie», in <i>Traverse</i> , n° 1, 1997.	PERRENOUD 1997
Y. PESENTI, <i>Beruf: Arbeiterin. Soziale Lage und gewerkschaftliche Organisation der erwerbstätigen Frauen aus der Unterschicht in der Schweiz, 1890-1914</i> , Zurich, 1988.	PESENTI 1988
Sœur M.-C. PITTELOUD, «Valais», in R. RUFFIEUX (éd.), <i>Le Mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949</i> , Fribourg, 1969.	PITTELOUD 1969
F. PYTHON, «Jean-Marie Musy 1876-1952», in U. ALTERMATT (éd.), <i>Conseil fédéral. Dictionnaire des cent premiers conseillers fédéraux</i> , Yens, 1993.	PYTHON 1993
F. PYTHON (dir.), <i>Les Relations internationales et la Suisse</i> , Lausanne, 1998.	PYTHON 1998
A. REY, <i>Témoin et acteur d'un siècle d'évolution valaisanne et suisse. De la confrontation au dialogue. D'un canton agricole à un canton industriel</i> , Sierre/Le Mont-sur-Lausanne, 1993.	REY 1993
R. RUFFIEUX, <i>La Suisse de l'entre-deux-guerres</i> , Lausanne, 1974.	RUFFIEUX 1974

- R. RUFFIEUX, «La Suisse des radicaux 1848-1914», in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, 1986. RUFFIEUX 1986
- M. SALAMIN, *Le Valais de 1798 à 1940*, Sierre, 1978. SALAMIN 1978
- B. SCHUMACHER, «Krise im Reiseland *par excellence*. Zum Ungang mit Krisen von Hotellerie und Fremdenverkehr in der Schweiz», in *Traverse*, n° 1, 1997. SCHUMACHER 1997
- D. SEBASTIANI, «Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler: entrée et trajectoire jusqu'au printemps 1941 », in *Les Relations internationales et la Suisse*, Lausanne, 1998. SEBASTIANI 1998
- A. THÉBAUD-MONY, *L'envers des sociétés industrielles. Approche comparative franco-brésilienne*, Paris, 1990. THÉBAUD-MONY 1990
- L. A. TILLY et J. W. SCOTT, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, 1987. TILLY et SCOTT 1987
- K. SAUL, J. FLEMMING, D. STEGMANN, P.-C. WITT (éd.), *Arbeiterfamilien im Kaiserreich. Materialien zur Sozialgeschichte in Deutschland 1871-1914*, Königstein/Düsseldorf, 1982. WITT et al. 1982